

MAINTIEN DES DROITS A AVANCEMENT

POUR LES ENSEIGNANTS EN DISPONIBILITÉ EXERÇANT UNE ACTIVITÉ PROFESSIONNELLE

LISTE DES PIÈCES JUSTIFICATIVES A FOURNIR

Merci d'adresser l'ensemble des documents par mail uniquement et au format PDF à l'adresse électronique :

mouvement45-1d@ac-orleans-tours.fr **AVANT LE 31 mai 2026**



bien préciser MAINTIEN DES DROITS + NOM Prénom dans le libellé du mail

Pour les activités professionnelles exercées à l'étranger, toutes pièces équivalentes à celles requises doivent le cas échéant être accompagnées de copies traduites en français par un traducteur assermenté

<input type="radio"/> Activité salariée (doit correspondre à une quotité de travail minimale de 600 heures par an)	Copie de l'ensemble des bulletins de salaires de l'année scolaire 2025 /2026 + Copie du / des contrats de travail
<input type="radio"/> Activité indépendante (doit procurer un revenu brut annuel au moins égal à 6 018 €)	Un extrait Kbis ; ou extrait K délivré par le tribunal de commerce attestant de l'immatriculation de l'entreprise au registre du Commerce des Sociétés datant de moins de 3 mois ; ou un extrait d'immatriculation D1 délivré par la chambre des métiers et de l'artisanat attestant de l'inscription au répertoire des métiers ou au registre des entreprises datant de moins de 3 mois ; ou une copie de la déclaration d'activité auprès de l'URSSAF + une copie du dernier avis d'imposition ou de tout élément comptable certifié attestant de la capacité de l'entreprise à procurer au fonctionnaire un revenu supérieur ou égal au revenu minimal fixé par le décret n° 2019-234 du 27 mars 2019
<input type="radio"/> Création ou reprise d'une entreprise (aucune condition de revenu n'est exigée)	Un extrait Kbis ; ou extrait K délivré par le tribunal de commerce attestant de l'immatriculation de l'entreprise au registre du Commerce des Sociétés datant de moins de 3 mois ; ou un extrait d'immatriculation D1 délivré par la chambre des métiers et de l'artisanat attestant de l'inscription au répertoire des métiers ou au registre des entreprises datant de moins de 3 mois ; ou une copie de la déclaration d'activité auprès de l'URSSAF.

En application de l'article 5 du décret n° 2019-234 du 27 mars 2019, relatif à la conservation des droits à avancement d'échelon et de grade, et conformément à la liste des pièces justificatives fixée par l'arrêté du 14 juin 2019,

Je, soussigné(e), M/Mme enseignant(e) en disponibilité, vous prie de trouver ci-joint l'ensemble des documents attestant de mon activité professionnelle et me permettant de bénéficier du maintien de mes droits à avancement.

Fait à :

Le :

Signature :